



JANVIER 2016

# PANEL RÉGIONAL de CONJONCTURE

## Suivi de la situation économique

### en Rhône-Alpes



## Une amélioration qui demande confirmation

2015 s'avère plus favorable que prévu pour les TPE-PME de Rhône-Alpes. Contrairement aux années précédentes, les entreprises qui déclarent un chiffre d'affaires annuel en hausse sur un an sont plus nombreuses que celles qui font état d'une baisse (40 % contre 31 %). C'est le cas pour tous les grands secteurs d'activités, à l'exception du BTP. Après une année 2014 difficile, l'amélioration est nette pour les activités tertiaires tournées vers les particuliers, même si le bilan des fêtes de fin d'année est très mitigé. En ce début 2016, les difficultés de trésorerie sont en recul et les perspectives d'emploi à court terme un peu plus favorables. L'investissement, avec plus de nouveaux projets, est également mieux orienté, sinon pour les TPE en tout cas pour les PME. Tous les leviers de développement sont plus « actionnés ». Les prévisions d'activité sont légèrement favorables pour le 1<sup>er</sup> trimestre et plus nettement positives pour l'ensemble de 2016. Pour autant, la situation économique reste très fragile. On ne note pas pour l'instant de réelle amélioration dans l'utilisation des capacités de production. Le manque de vigueur de l'activité, même s'il est moins criant, est toujours souligné par près de six TPE-PME sur dix et il est manifeste que pour beaucoup d'entreprises le léger rebond de 2015 ne leur permet pas de retrouver leur niveau d'activité passé. Une majorité de responsables de TPE-PME dit toujours avoir pas ou peu confiance dans la situation économique générale.

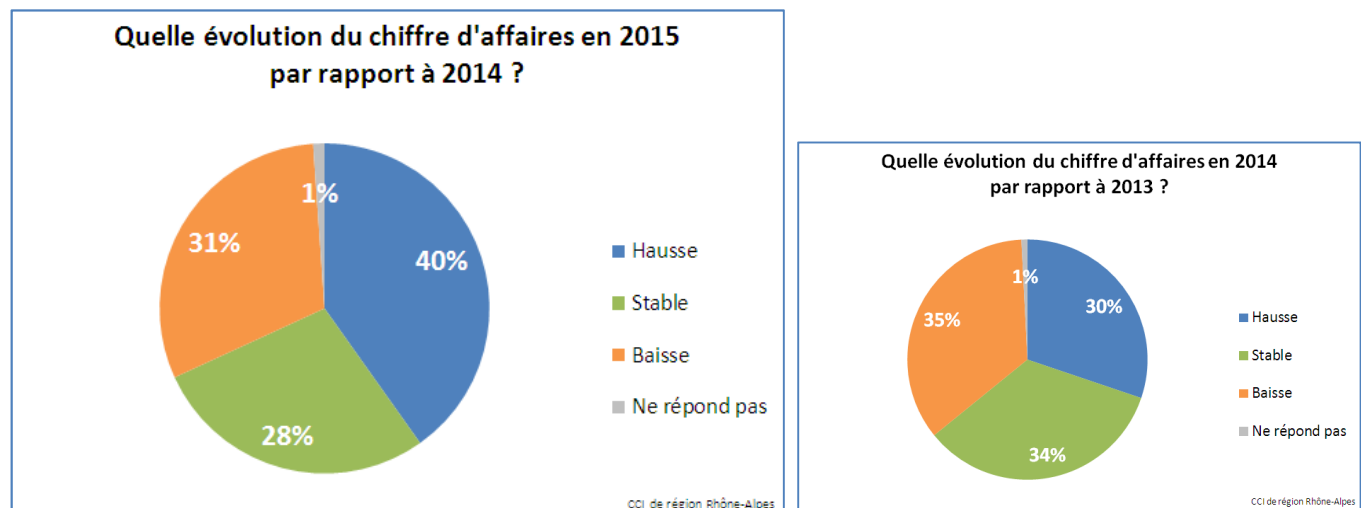
*Les résultats présentés sont issus d'une enquête téléphonique réalisée du 4 au 15 janvier 2016 par la CCI de région et les CCI de Rhône-Alpes auprès d'un panel de 361 entreprises représentatives du tissu de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services de l'ensemble des départements de Rhône-Alpes.*

## L'activité

*En 2015, les TPE-PME en hausse de chiffre d'affaires sont plus nombreuses que celles en baisse*

**40 % des TPE-PME de Rhône-Alpes déclarent un chiffre d'affaires pour 2015 en hausse par rapport à 2014.** Elles sont moins nombreuses (31 %) à faire état d'un chiffre d'affaires en baisse. Le **solde « part à la hausse - part à la baisse » s'établit ainsi à + 9**. Il redevient positif après 3 années « dans le rouge » : soldes de - 5 pour 2014 (avec 35 % des TPE-PME déplorant une baisse de chiffre d'affaires annuel), - 12 pour 2013, - 5 pour 2012.

**Ce résultat d'ensemble pour 2015 est meilleur que ce qu'anticipaient** les entreprises en début et en milieu d'année : en janvier 2015, le solde « hausses - baisses » prévu était de + 1, début juillet il était de -1.



**Le bilan 2015 est positif pour l'ensemble des activités, à l'exception du BTP.** Dans ce secteur, plus d'une entreprise sur deux est affectée par un recul de son chiffre d'affaires annuel et le bilan, comme le pensaient les entreprises en début d'année, est très négatif.

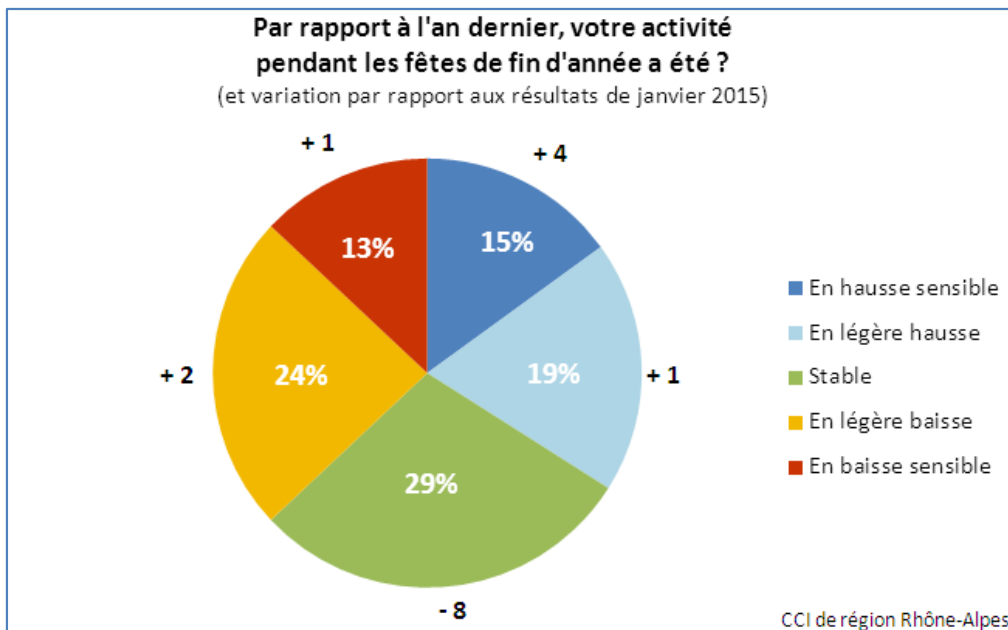
Dans l'**industrie**, quatre TPE-PME sur dix enregistrent une hausse de chiffre d'affaires et le solde « hausses - baisses » est de **+ 5**.

Le bilan est nettement plus positif dans le secteur tertiaire (commerce et services) avec **des soldes de + 16 pour l'ensemble des activités ayant principalement une clientèle professionnelle et de + 22 pour celles tournées plus spécifiquement vers les particuliers**. Ces dernières avaient connu une année 2014 difficile (solde de - 16) et leur redressement est sans doute l'élément le plus marquant de ce bilan 2015, surtout si on considère qu'en tout début d'année les entreprises avaient formulé des prévisions négatives.

Toutes les activités tertiaires sont bien orientées mais l'ampleur du mouvement général de hausse varie suivant les secteurs. Dans le **commerce de détail**, une entreprise sur deux bénéficie d'une hausse et le solde « part à la hausse - part à la baisse » s'établit à **+ 38**, soit un net redressement par rapport à 2014. Ce solde est également élevé pour les **services numériques et le tertiaire supérieur (+ 23)**. Il est de **+ 19 pour le commerce de gros**. Il est de **+ 12 pour le transport-logistique** et de **+ 7 pour l'hôtellerie-restauration**, sachant que le bilan 2014 avait été nettement négatif pour ces deux secteurs.

Le bilan annuel est sensiblement plus favorable que ce que laissaient entrevoir les résultats des trois premiers trimestres de l'année. Ceci laisse à penser que **les résultats du 4<sup>e</sup> trimestre ont, dans l'ensemble, été positifs**.

Bien qu'en amélioration, **le bilan des fêtes de fin d'année apparaît cependant très mitigé** pour les secteurs fortement impactés par cette période (commerce de détail, tourisme...). 37 % de ces entreprises ont observé une baisse d'activité par rapport à Noël 2014. Le solde entre hausses et baisses est de - 3 ; il était de - 5 en 2014 et, pour rappel, de - 33 en 2013. Le bilan est très contrasté entre le **commerce de détail** et l'**hôtellerie-restauration**. 55 % des commerces déclarent une hausse d'activité (solde « hausses - baisses » de + 24) alors qu'une majorité d'hôtels et de restaurants déclarent une baisse (solde de - 20).

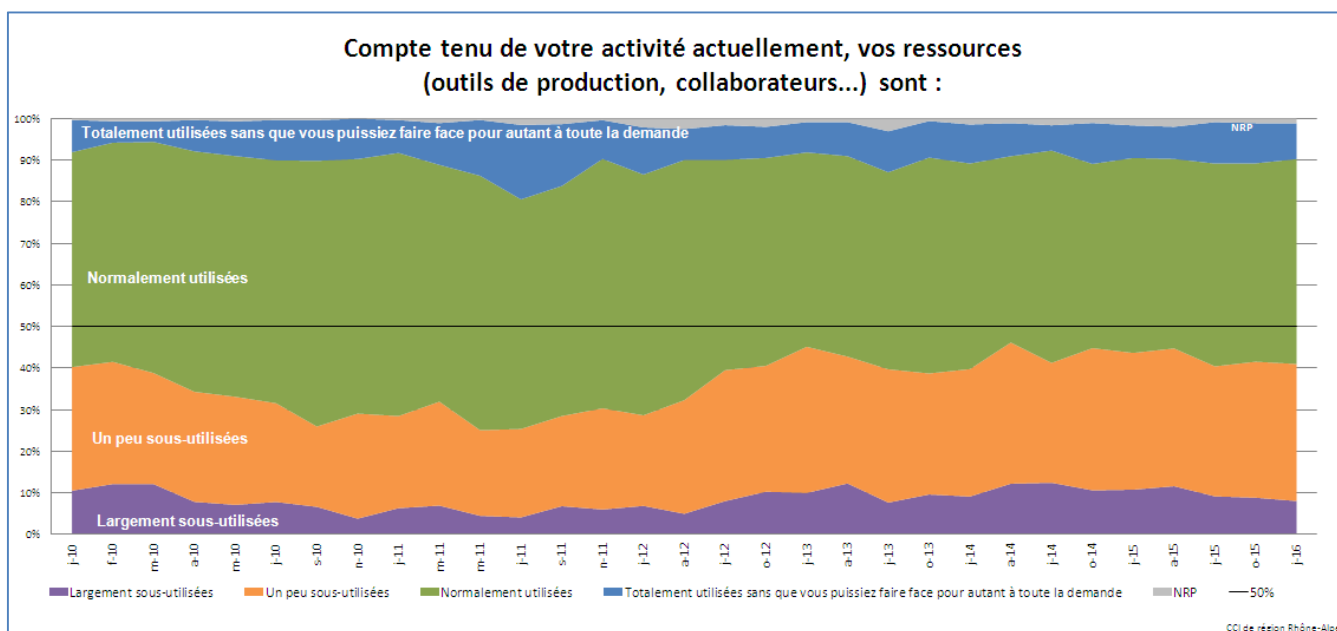


Le redressement observé pour 2015 est particulièrement net pour les TPE (solde « hausses - baisses de chiffres d'affaires » de + 15) et pour les PME d'au moins 50 salariés (+ 21). Pour ces dernières, une courte majorité d'entreprises (51 %) déclarent une hausse de chiffre d'affaires. Inversement, le bilan est nettement moins favorable et même négatif (solde de - 3) pour les PME de 10 à 49 salariés.

Le bilan 2015 est particulièrement favorable pour les entreprises exportatrices : une TPE-PME sur deux présente à l'export a vu son chiffre d'affaires augmenter. Le solde « hausses - baisses » est de + 24.

**Peu d'évolution dans l'utilisation des capacités de production**

Début janvier, 58 % des entreprises disaient utiliser normalement ou totalement leurs capacités de production ou de prestation. Ce pourcentage est quasi identique à celui observé en octobre (+ 1 point) et un peu plus élevé que celui constaté un an auparavant, en janvier 2015 (+ 3 points).



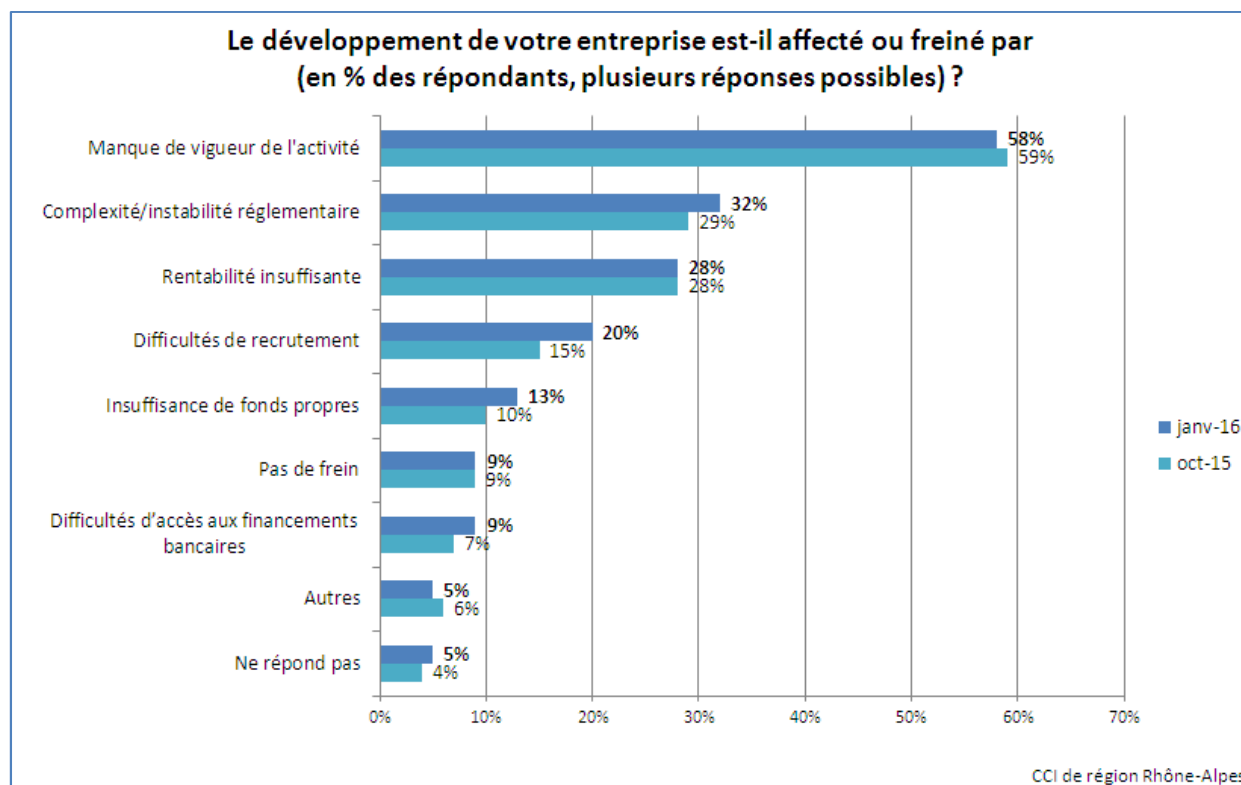
Par rapport à octobre, l'utilisation des capacités de production est stable dans l'**industrie**. Elle progresse fortement dans le **commerce de gros** et le **commerce de détail** où, désormais, huit entreprises sur dix disent utiliser en totalité ou normalement leurs capacités. A l'inverse, on observe un net recul dans l'**hôtellerie-restauration**. La sous-utilisation des moyens de production reste très forte dans le **BTP**.

### *Un peu moins évoqué, le manque de vigueur de l'activité demeure cependant le problème numéro 1 des TPE-PME*

La faiblesse de l'activité constitue toujours de très loin le principal frein au développement des entreprises. Début janvier, **près de six entreprises sur dix (58 %) disent souffrir d'un manque de vigueur de l'activité**.

**Si la proportion est forte, il faut observer qu'elle recule une nouvelle fois** : - 1 point par rapport à octobre 2015, - 9 points par rapport à janvier 2015.

Ce manque de vigueur de l'activité est déploré dans tous les secteurs d'activité, avec un minimum dans le **commerce de détail** (46 % des chefs d'entreprises en font état) et un maximum dans le **BTP**. Dans leurs commentaires libres, des entreprises de travaux publics soulignent la faiblesse de la commande publique pour les opérations d'entretien et de maintenance des équipements.



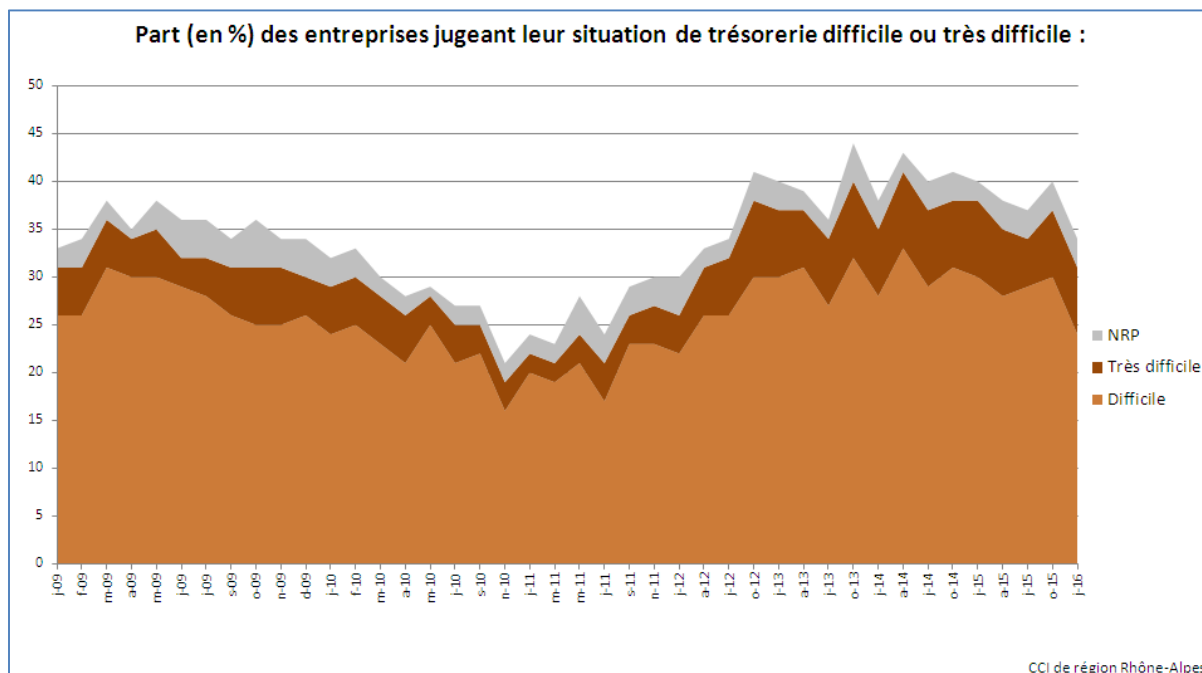
La **complexité/instabilité réglementaire** demeure le 2<sup>e</sup> frein le plus évoqué. 32 % des TPE-PME soulignent cette difficulté, soit une remontée de 3 points en 3 mois, mais ce niveau n'est pas supérieur à celui observé en janvier 2015. Les chefs d'entreprise évoquent en particulier le niveau de la fiscalité et la réglementation relative à la formation et à l'embauche des jeunes.

Stable à 28 %, la **rentabilité insuffisante** reste le 3<sup>e</sup> frein. Elle est citée par plus d'un tiers des entreprises dans le tertiaire supérieur, le transport-logistique et les hôtels-restaurants. Dans le BTP, c'est plus de la moitié des entreprises qui en font état.

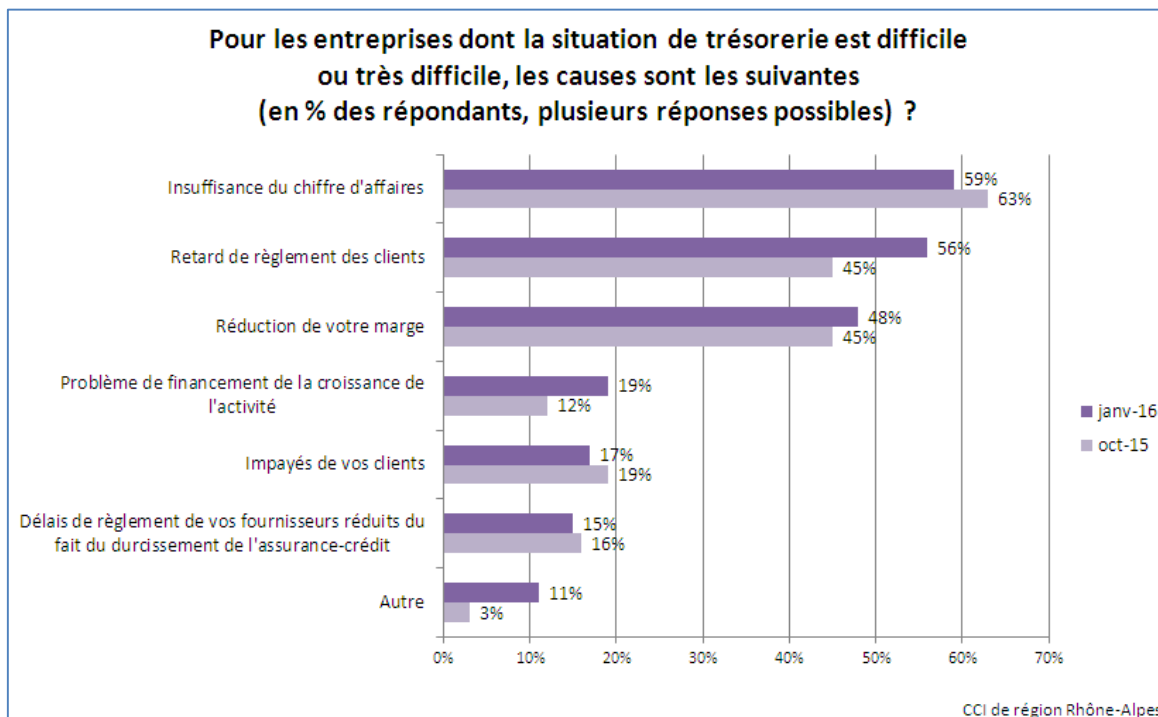
Les entreprises sont plus nombreuses (20 %, + 5 points en 3 mois ; + 2 points par rapport à janvier 2015) à pointer des **difficultés de recrutement**. La question apparaît particulièrement sensible pour les services informatiques et, de manière générale, pour les services tournés vers les particuliers.

Recul des difficultés de trésorerie

Tout début 2016, 31 % des TPE-PME disent être en proie à des problèmes de trésorerie (« très difficile » pour 7 % et « difficile » pour 24 %). Ce pourcentage est inférieur de 6 points à celui d'octobre 2015 et de 7 points à celui observé début 2015. A part l'hôtellerie-restauration et le transport-logistique, tous les secteurs bénéficient de cette amélioration, en particulier l'immobilier, le commerce de détail et les services numériques. Dans l'industrie, les difficultés reculent de 5 points et affectent un tiers des entreprises. C'est dans l'hôtellerie-restauration que la proportion d'entreprises faisant état d'une situation très difficile est la plus forte.



C'est chez les TPE et les PME de moins 50 salariés que les difficultés de trésorerie reculent et, début 2016, leur taux de difficultés apparaît désormais comparable à celui des PME d'au moins 50 salariés.



Les TPE-PME sont plus nombreuses à expliquer leurs difficultés de trésorerie par un ou des retards de règlement de leurs clients ; 56 % mettent en avant cette raison, c'est 11 points de plus qu'en octobre (et 6 points de plus qu'en janvier 2015). Ce motif est désormais plus important que la réduction des marges (48 %, + 3 points en 3 mois) et presque aussi important que l'insuffisance du chiffre d'affaires (59 %, - 4 points en 3 mois).

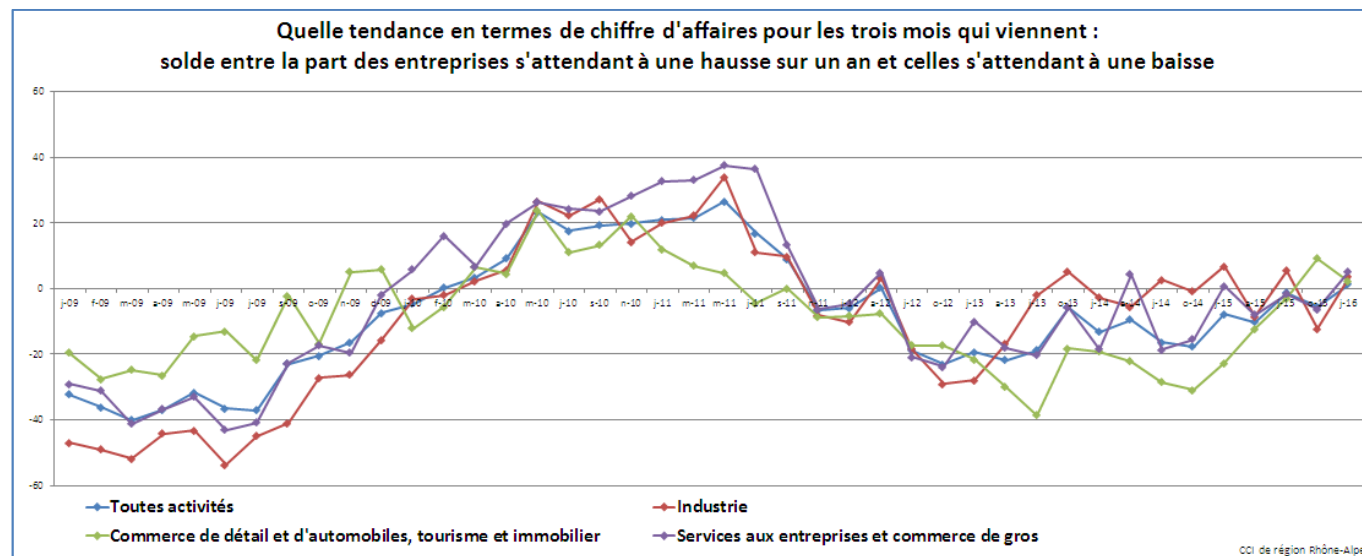
L'insuffisance du chiffre d'affaires est particulièrement mise en avant dans les services aux personnes et notamment dans l'hôtellerie-restauration. Pour le commerce de gros et les services tournés vers les entreprises, les retards de règlement des clients sont le premier facteur explicatif des difficultés de trésorerie.

La proportion de TPE-PME expliquant leurs difficultés par une réduction de leur marge est nettement supérieure à la moyenne dans le transport logistique et le BTP. Dans ce dernier secteur, elle a autant d'importance que l'insuffisance du chiffre d'affaires et que les retards de règlement.

A noter également la sensible progression du facteur « problème de financement de la croissance de l'activité ». Il est cité désormais par 19 % des TPE-PME en difficulté de trésorerie (+ 7 points en 3 mois, + 8 points en un an).

Des perspectives à court terme mieux orientées

Pour le premier trimestre 2016, 22 % des TPE-PME interrogées début janvier anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires sur un an, 20 % s'attendent à une baisse, 50 % pensent qu'il sera stable et 8 % ne se prononcent pas. Le solde « part à la hausse - part à la baisse » sur le trimestre à venir est donc légèrement positif à + 2. Il progresse de 7 points en 3 mois. Pour rappel, il était de - 8 en janvier 2015 et de - 14 en janvier 2014.

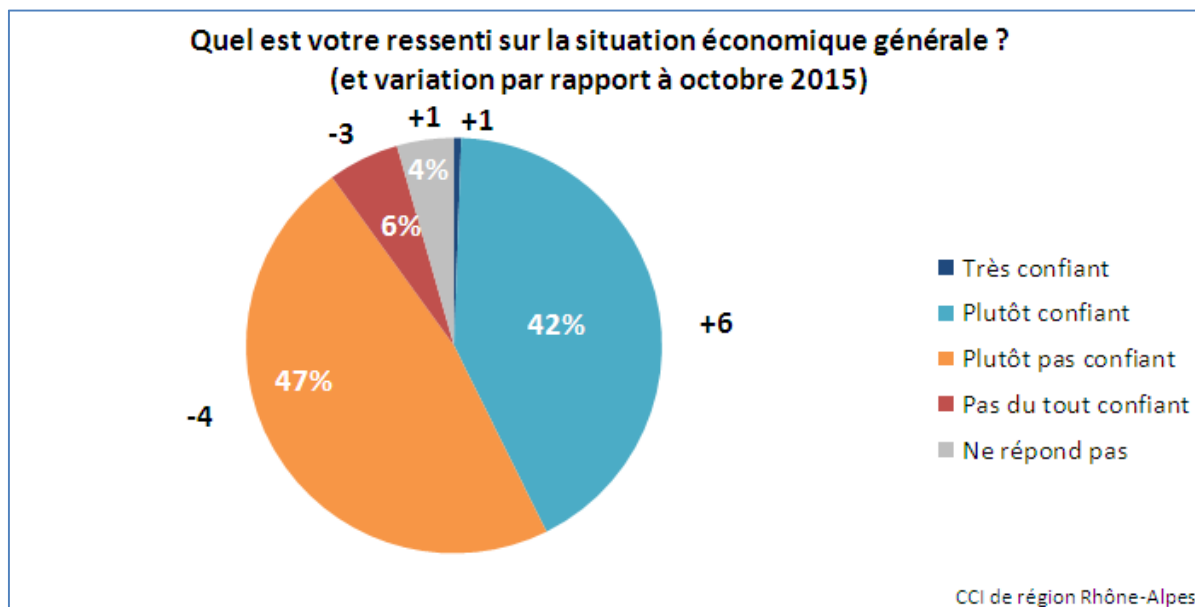


Le redressement des perspectives à court terme est assez sensible dans l'industrie. Les entreprises attendant une hausse sont désormais un peu plus nombreuses que celle prévoyant une baisse (solde « hausses – baisses » de + 3).

Les prévisions se redressent aussi pour le commerce de gros et les services tournés vers les entreprises (solde de + 6). Pour les activités tertiaires qui s'adressent aux particuliers, les prévisions sont moins favorables, tout en restant légèrement positives (solde de + 2). Les commerçants manifestent un certain optimisme (+ 16) alors que les hôteliers-restaurateurs apparaissent pessimistes (- 29). Les prévisions dans le BTP restent très négatives (- 20).

Les perspectives à court terme sont un peu mieux orientées pour les PME d'au moins 50 salariés (solde de + 8) alors, qu'au contraire, elles sont moins favorables, et demeurent même négatives pour les TPE (- 6).

En écho à l'amélioration - toute relative - de leurs perspectives personnelles, **les responsables de TPE-PME ont une perception moins négative de la situation économique générale**. 53 % d'entre eux se disent certes plutôt pas ou pas du tout confiants, mais ce pourcentage recule de 7 points en 3 mois. Par rapport à janvier 2015, le recul est très sensible (- 21 points).



L'amélioration de la confiance est très nette pour les responsables des TPE-PME du **commerce de gros** et, à un degré moindre, pour ceux opérant dans les **services numériques**.

C'est dans l'**hôtellerie-restauration** et dans le **BTP** que les chefs d'entreprise ont le regard le plus pessimiste.

Pour les **entreprises exportatrices**, la part des responsables peu ou pas du tout confiants recule assez nettement en 3 mois et les chefs d'entreprise confiants sont aussi nombreux début janvier que les non-confiants.

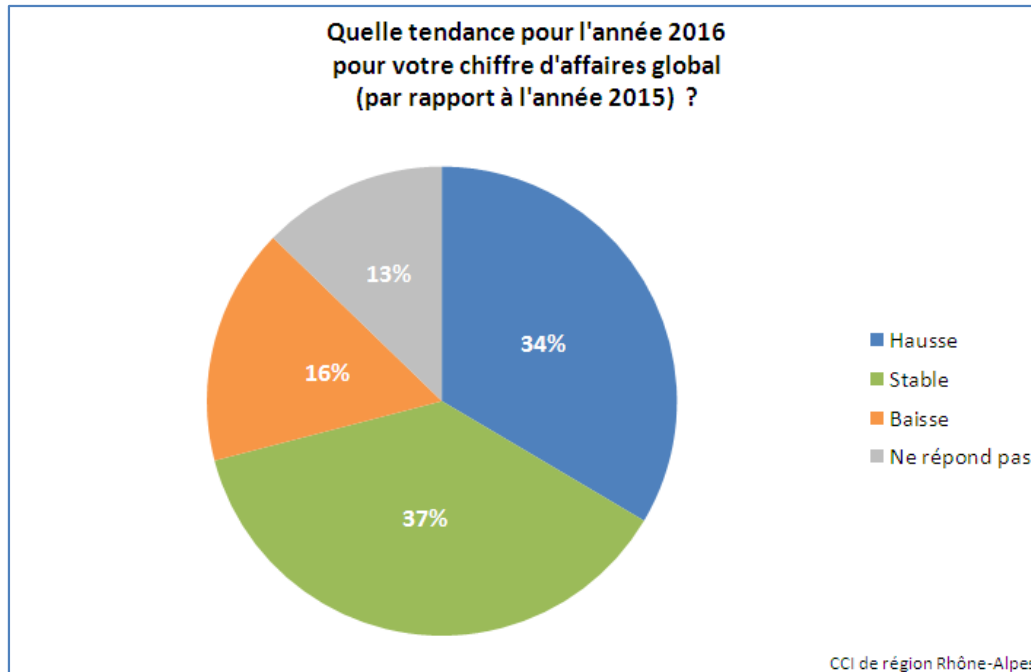
### Des perspectives favorables pour l'ensemble de 2016

**Plus optimistes pour les perspectives à court terme et sur le climat économique, les chefs d'entreprise le sont aussi dans leurs prévisions pour l'ensemble de 2016**. Un tiers d'entre eux (34 %) tablent sur une croissance de leur chiffre d'affaires, quand ils ne sont que 16 % à anticiper une baisse. **Le solde « part à la hausse - part à la baisse » s'établit ainsi à + 18**, en très nette augmentation par rapport aux perspectives pour 2015 exprimées un an auparavant (solde de + 1).

Le niveau des non-réponses (13 %) n'apparaît pas particulièrement élevé à cette période de l'année, mais dans leurs commentaires libres de nombreux chefs d'entreprise évoquent néanmoins toujours leur manque de lisibilité de l'avenir.

De manière générale, l'optimisme est de mise pour les **activités tertiaires destinées aux professionnels** qui affichent un solde de prévisions de **+ 24**. Dans les services numériques et le commerce de gros, une entreprise sur deux anticipe une hausse. Les prévisions sont beaucoup moins favorables pour le transport-logistique (+ 4).

Dans l'**industrie**, une entreprise sur trois escompte une hausse de chiffre d'affaires et le solde « hausses - baisses » est de **+ 18**. Il était de + 4 il y a un an pour les prévisions 2015.



Dans les **activités tertiaires tournées vers les particuliers**, les prévisions sont aussi bien orientées : 31 % des TPE-PME parient sur une hausse de chiffre d'affaires, alors que seulement 15 % redoutent une baisse, soit un solde « hausses - baisses » de + 16. Ce solde atteint + 20 pour le seul commerce de détail, il est par contre légèrement négatif pour l'hôtellerie-restauration.

A l'image du bilan 2015, les prévisions pour le **BTP** divergent sensiblement de celles des autres secteurs. Le solde entre prévisions à la hausse et prévisions à la baisse demeure négatif (- 6).

Dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale, les prévisions des **entreprises exportatrices** sont plus favorables que celles de l'ensemble des TPE-PME avec un solde « hausses - baisses » de + 29. Un an auparavant, pour 2015, ce solde était de + 23.

**Les PME d'au moins 50 salariés sont nettement plus optimistes** que les autres. Leur solde « perspectives à la hausse - perspectives à la baisse » est de + 34, alors qu'il n'est que de + 15 pour les PME ayant entre 10 et 49 salariés et de + 8 pour les TPE.

### *Pour se développer, plus d'un tiers des TPE-PME tablent sur une diversification de leur activité*

Début 2016, le **levier de développement numéro 1 des TPE-PME de Rhône-Alpes reste la conquête de nouveaux marchés en France**. 51 % des responsables d'entreprise la mentionnent.

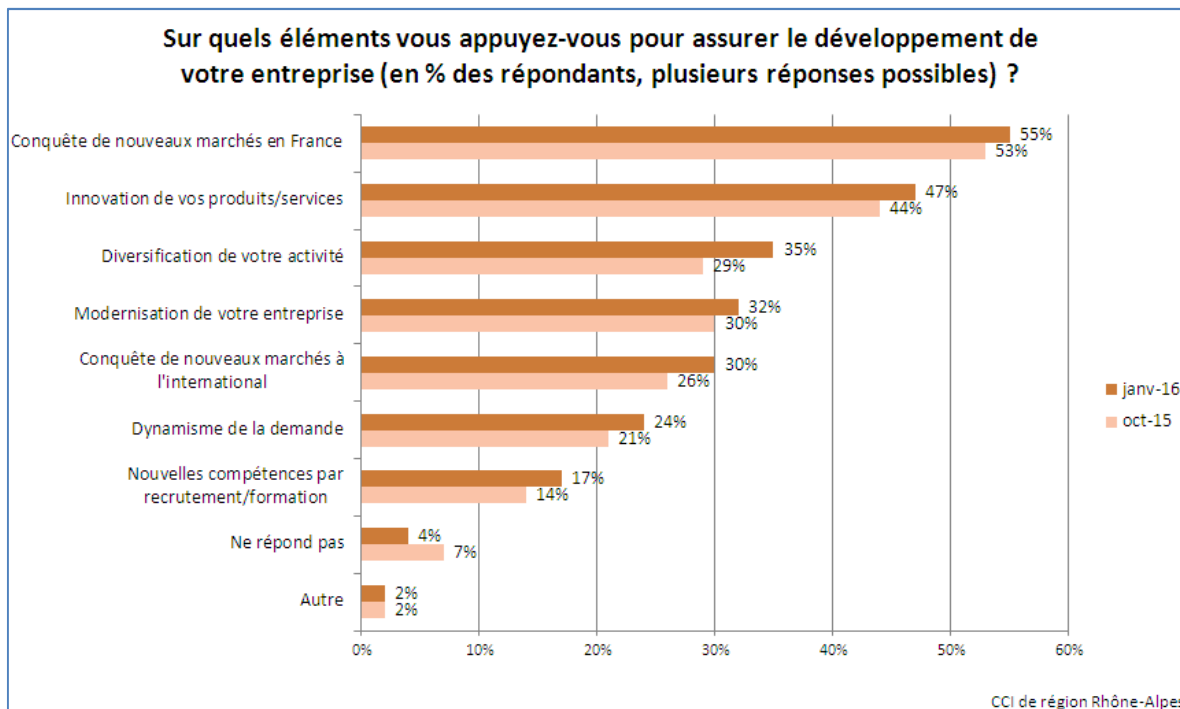
L'**innovation** demeure à la deuxième place, avec un taux de citation de 41 %. Elle reste le principal facteur de développement dans les services numériques ; elle est mentionnée par six entreprises sur dix dans l'industrie et par plus d'une entreprise sur deux dans le commerce de gros.

Le principal changement par rapport à la précédente enquête d'octobre 2015 est l'affirmation de la **diversification de l'activité**. 35 % des responsables d'entreprise s'appuient sur ce facteur de développement (+ 6 points en 3 mois). L'importance de cette progression mérite cependant d'être relativisée ; en janvier 2015, le même taux de 35 % était déjà observé. La diversification de l'activité est le principal facteur mis en avant dans le BTP.

A 24 %, le **dynamisme de la demande** progresse de 3 points en 3 mois, ce qui apparaît en cohérence avec les autres résultats de l'enquête.

La **modernisation de l'activité** est citée par un tiers des entreprises (+ 2 points en 3 mois, + 6 points en un an) et par quatre établissements sur dix dans le commerce de détail.



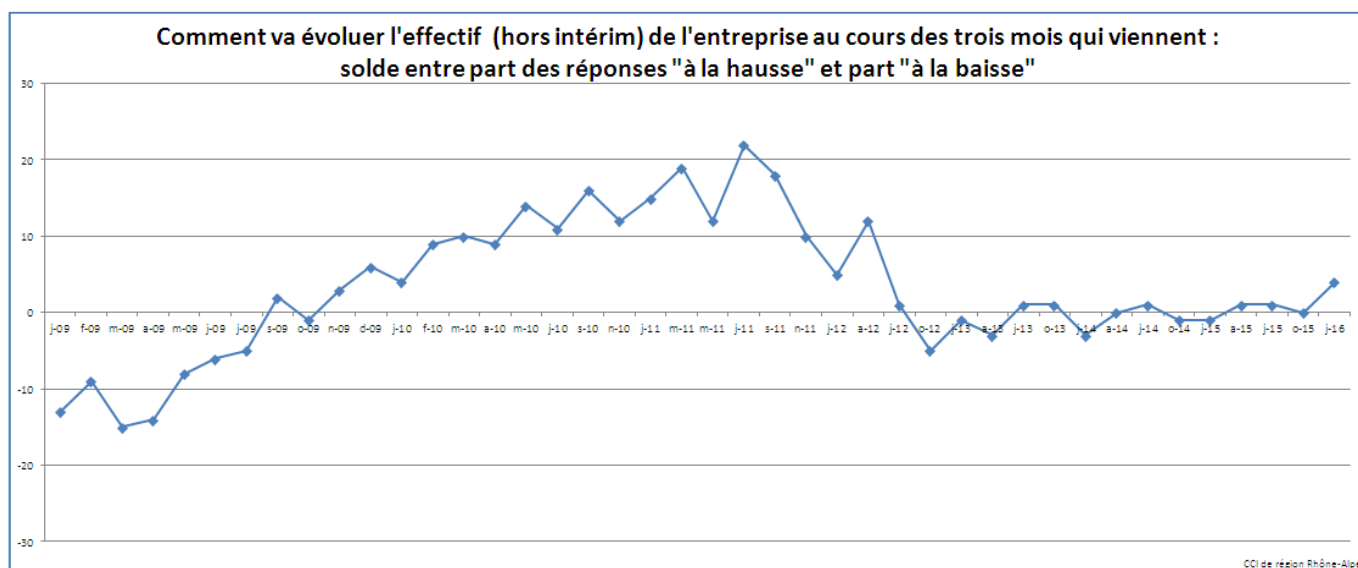


La **conquête de nouveaux marchés à l'international** est mentionnée par les trois quarts des entreprises ayant une activité à l'export (+ 3 points en 3 mois) et elle demeure leur principal levier de développement.

**Tous les leviers de développement, sans exception, sont plus cités que précédemment**, signe que les entreprises sont plus en mouvement.

### Emploi : légère tendance positive

Début janvier, **14 % des responsables de TPE-PME** pensaient augmenter l'effectif de leur entreprise dans les 3 mois à venir, **10 % envisageaient au contraire de le réduire, soit un solde<sup>1</sup> « part à la hausse » - « part à la baisse » de + 4**. Si ce solde n'est que légèrement positif, il faut souligner que c'est le meilleur enregistré depuis avril 2012. Il était nul en octobre et de - 1 début janvier 2015.



<sup>1</sup> Il s'agit d'un solde en nombre d'entreprises et non en nombre d'emplois.

On observe de **sensibles différences suivant les secteurs d'activités**. Le solde « hausses - baisses » est très positif dans les service numériques, supérieur à la moyenne dans le commerce de détail et, de manière plus modérée, dans l'industrie et le transport-logistique. Il est par contre négatif dans le BTP et l'hôtellerie-restauration.

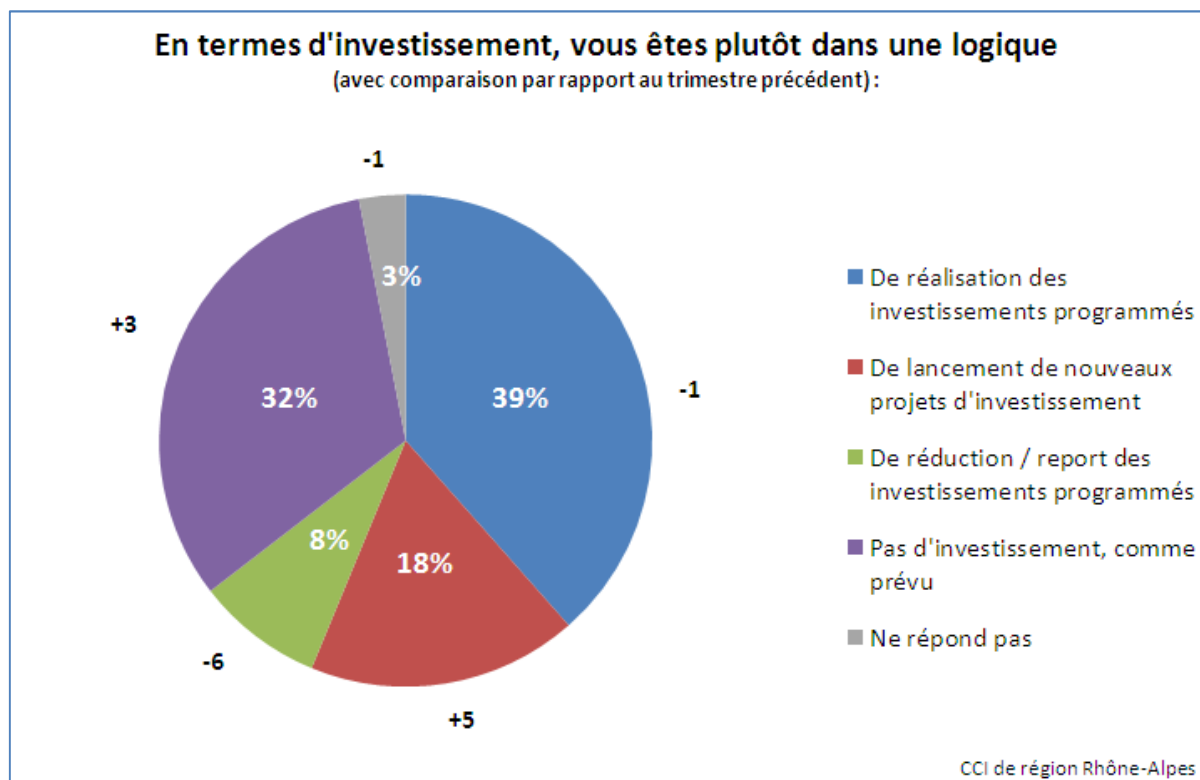
Pour les seules entreprises exportatrices, le solde est de + 10.

L'amélioration relative des perspectives d'embauche ne s'accompagne pas d'une progression du **recours aux heures supplémentaires**. 7 % des TPE-PME annoncent une hausse, 10 % une baisse, avec là aussi des différences assez marquées suivant les secteurs d'activité.

## Investissement : la proportion de nouveaux projets tend à progresser

Début 2016, **57 % des TPE-PME sont dans une logique d'investissement, soit un pourcentage en hausse de 8 points par rapport à janvier 2015**. Par rapport à l'enquête d'octobre, la hausse est de 4 points et elle s'explique uniquement par l'augmentation, de 13 à 18 %, de la part d'entreprises disant vouloir lancer de **nouveaux projets**.

**En 3 mois, la proportion d'entreprises disant renoncer à des projets d'investissement diminue très sensiblement** : elle passe de 14 à 8 %.



Si la part des entreprises ayant des projets d'investissement se redresse, c'est uniquement grâce aux perspectives affichées par les PME. **Pour les TPE, la proportion de chefs d'entreprise comptant investir est stable par rapport à l'automne**, même si la part de ceux annonçant de nouveaux projets est plus forte.

On observe un très net redressement de la part des entreprises ayant des projets d'investissement dans le **transport-logistique** et l'**immobilier**.